

FOOTBALL

HADDADJ CONTINUE DE MENER SA POLITIQUE
DE L'AUTRUCHE

Le long bal des Mohicans

Au sortir d'une réunion marathon, l'actuel patron de la FAF lance un autre pavé dans sa mare. «On attend que le TAS motive ses dernières décisions. Sur la base de ces motivations, nous prendrons une décision finale qui prenne en compte les intérêts de toutes les parties dont le RCK, et clôt définitivement ce dossier.» Qui dit mieux ?

Le lendemain, après les folles rumeurs nuitardes, une première annonce est rendue publique par l'agence nationale d'information APS, citant une source proche de la fédération concernant la mise de fin de fonction du président de la Ligue nationale, Ali Malek, et la mise en place d'une commission dite ad hoc chargée de gérer les championnats nationaux de première et seconde division. Une décision pour le moins loufoque tant sur le plan de la forme que celui du fond. Le président de la Ligue nationale qui n'est pas, faut-il le souligner, innocent dans ce qui se passe au sein de la scène footballistique nationale, est d'abord en fin de mandat. Il a organisé l'AG ordinaire qui lui a accordée son quitus concernant le bilan moral et financier. Son départ était attendu et par ses souteneurs et par ses adversaires dont des membres de la fédération, le vice-président Mohamed Khelaïfia en premier, qui tentaient vaillamment d'avoir la main basse sur la gestion des compétitions et de la commission de désignation des arbitres. Sur le fond, cette mise de fin de fonction est antiréglementaire puisque l'article 14 des RG

fondateurs de la LNF évoque la constitution d'une commission ad hoc qui serait l'émanation de la ligue et non pas de la fédération. La Ligue nationale dépend des voix des clubs de première et seconde division, membres à part entière de la composante de l'AG. La fédération a agi en ce sens en toute illégalité même si statutairement parlant, le lancement de la structure de gestion des compétitions (LNF) est de son ressort, son produit dérivé en fait. Cela dit, si aujourd'hui, le BF de Hamid Haddadj décide de couper les ponts sous les pieds de son allié d'hier, c'est qu'il a de bonnes raisons. Pas spécialement celles liées à ce dossier «Khelidi» né d'une dérive que la ligue a cautionné dès le départ pour en faire une bombe à retardement.

D'ailleurs, le conflit en sourdine entre les deux principaux gestionnaires du football national, Malek-Haddadj, n'est pas près de se consumer. Hier, aussitôt l'information de sa mise de fin de fonction parvenue à son QG, le patron du championnat aux trêves multiples et des mises à jour a réagi en appelant le président de la FAF. Les échanges de salamalescs



entre les deux hommes ont laissé, selon des témoignages très au fait du désordre footballistique, apparaître des lendemains porteurs de nouveaux scandales.

Le dribble de Djar

C'est au ministère de la Jeunesse et des Sports que les regards étaient braqués hier, pendant toute la journée. Le dossier remis dans la matinée par le «facteur» de la fédération concernant l'affaire RCK-FAF était tellement léger que les responsables du MJS avaient peur de l'égaler. Surtout que le calendrier du ministre, Hachemi Djar, ne prévoyait pas un tel rendez-vous.

Selon des informations concordantes, le fameux

résumé adressé par la fédération algérienne a été «lu» par des conseillers du ministre ainsi que par quelques privilégiés parmi les directeurs centraux du MJS. «Lu» mais pas approuvé en ce sens qu'aucune réponse n'a été fournie au coursier venu de Dely-Ibrahim. A l'heure où nous mettons sous presse, aucun communiqué n'est venu étancher notre soif de la justice, même celle agissant de nuit, et de l'information. Le site de la FAF sur lequel Haddadj a promis, dimanche soir, de publier le compte-rendu de la réunion du 5 octobre était resté muet sur la question. La promesse de Haddadj aura buté sur des ingérences dont la forme n'a rien à voir avec le ballon rond.

M. B.

LE MOTIF N'A PAS ÉTÉ INVOQUÉ
Fin de mission pour Ali Malek

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) a décidé de mettre fin aux fonctions du président de la Ligue nationale de football (LNF), M. Ali Malek, qui est en fin de mandat, et de mettre en place une commission ad hoc pour la gestion des championnats nationaux de division une et deux, a-t-on appris hier de source proche de la FAF.

Cette commission, composée de MM. Saïd Guidouche, Abdellah Gueddah et Belmekki Asnoui, sera chargée de gérer les compétitions des deux paliers en attendant l'élection du nouveau bureau de la Ligue nationale, prévue au courant du mois d'octobre. Dans cette optique, une commission chargée de la préparation de l'AG électorale de la LNF et du recueil des candidatures, comprenant trois membres du bureau fédéral de la FAF,



MM. Ahmed Bendaoud, Amar Guelimi et Djamel Abdenasser Boussalah, a été également mise en place.

Aucun candidat au poste de président de la LNF ne s'est pour l'heure officiellement prononcé, a-t-on appris de même source, alors que M. Malek, le président sortant, n'a pas caché son intention de solliciter un autre mandat à la tête de la structure chargée de gérer le football national.

CRISE MINISTÈRE DES SPORTS -
PZPNLa FIFA «note une évolution positive»
pour la Pologne

La FIFA, qui avait fixé un ultimatum lundi midi à la Pologne, a noté «une évolution positive» pour ce pays, coorganisateur de l'Euro-2012, qui sera autorisé à disputer les deux prochains matches éliminatoires pour le Mondial-2010 les 11 et 15 octobre. La FIFA a reçu lundi un échange de «communications» entre le ministère des Sports polonais et la Fédération polonaise (PZPN) qui indique une «évolution positive» de la situation. Le ministère des Sports polonais a accepté selon la FIFA de réactiver un comité indépendant, composé de représentants de l'Etat et de représentants de la FIFA et l'UEFA, afin d'assurer la bonne tenue du processus électoral (prévu le 30 octobre) au sein de la PZPN, processus interrompu par la destitution lundi dernier de la direction de la Fédération polonaise. Ce comité avait été mis en place pour la première fois en 2007, lors d'une visite du président de la FIFA Joseph Blatter à Varsovie, à l'occasion d'une tentative précédente du gouvernement polonais de nommer un administrateur à la PZPN, en raison de l'inaction de la Fédération face à la corruption. Cependant, l'opposition de la Fédération internationale à cette mesure avait fait que la direction de la PZPN a été rétablie dans ses fonctions. Dans le même temps, toujours selon la FIFA, le ministère des Sports polonais a déclaré que, sitôt le comité indépendant au travail, au plus tard aujourd'hui, la révocation de l'administrateur, nommé en remplacement de la direction de la PZPN et jamais reconnu par la FIFA et l'UEFA, serait demandée. «C'est notre condition sine qua non», a expliqué M. Blatter interrogé par la télévision TVN24. «Nous faisons confiance maintenant à la direction de la PZPN et au gouvernement polonais. Nous suspendons les procédures de suspension», a-t-il ajouté. «Je suis navré que nous ayons dû intervenir en Pologne, qui est un très grand pays de football», a-t-il poursuivi dans les couloirs du Parlement européen, devant d'autres journalistes.

«J'étais très triste qu'il y ait ce problème, mais je suis maintenant heureux de vous annoncer qu'une solution est trouvée: une commission indépendante reprend ses activités mardi et l'administrateur se retire». La Pologne pourra donc jouer les deux matches, contre la République tchèque le 11 octobre puis contre la Slovaquie, le 15 octobre, qui avaient été mis dans la balance par la FIFA. La FIFA précise toutefois qu'elle continuera à surveiller la situation de la PZPN. Cette situation sera examinée et discutée une nouvelle fois au comité exécutif de la FIFA les 23 et 24 octobre. Cette affaire suscitait à plus long terme des questions sur l'organisation future de l'Euro-2012, attribuée conjointement à l'Ukraine et à la Pologne. Le tribunal d'arbitrage auprès du Comité olympique polonais avait démis le 29 septembre la direction de la PZPN, et nommé à sa place un administrateur légal «à la suite du constat de nombreuses violations de la loi» au sein de la direction de la fédération. Les médias polonais, tout comme les responsables politiques, sont quasi-unanimes à accuser la direction actuelle de PZPN d'une mauvaise gestion de la Fédération et surtout de son inaction face au fléau de la corruption dans le football polonais. Dans le cadre d'une large enquête anti-corruption dans le football polonais, 140 personnes, dont des arbitres et des responsables de la Fédération, ont été inculpées ou déjà condamnées. Plusieurs clubs de différentes divisions ont été déclassés.

VIOLENCE DANS LES STADES

La Commission intersectorielle pour la prévention installée

La Commission nationale de coordination intersectorielle pour la prévention de la violence dans les enceintes sportives a été officiellement installée, hier, sous la présidence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Hachemi Djar.

La Commission, dont l'installation intervient conformément aux dispositions prévues dans le décret exécutif n°08-239 du 29 juillet 2008, s'assigne plusieurs missions, dont la mise en place d'une stratégie nationale de prévention de la violence dans les enceintes sportives, ainsi que le suivi et l'évaluation de sa mise en œuvre.

Cette commission, qui élabore son programme d'activités, est également chargée de proposer, en relation avec les secteurs concernés, les mesures et conditions mesurant au bon déroulement des manifestations et compétitions sportives et d'œuvrer à la coordination des activités des Commissions de wilaya pour la prévention de la violence.

Cette structure comprend les représentants de plusieurs départements ministériels, administrations et organismes (gendarmerie nationale, Sûreté nationale et protection civile), structures associatives (le Comité olympique algérien, la Fédération algérienne de football, la Fédération algérienne de handball), le MC Alger, la JS Kabylie, l'association Ouled El-Houma, l'Association nationale de promotion et de développement

du sport féminin et l'Association nationale d'information et de communication en milieu de jeunes.

Dans une allocution prononcée en cette occasion, le ministre de la Jeunesse et des Sports a mis en exergue «le rôle dévolu à cette commission en matière de prévention de la violence», ajoutant que «ce phénomène loin de se limiter à l'Algérie, revêt actuellement un caractère universel».

«Cette structure n'a pas pour mission d'analyser les racines de la violence, mais s'attache plutôt à parvenir aux solutions et à la mise en place des mesures adéquates pour prévenir et bannir ce fléau de nos enceintes sportives», a-t-il insisté.

La violence n'est pas
propre au sport

Il a expliqué, à ce propos, que «la violence n'est pas un phénomène propre au sport, d'autant qu'elle s'est aggravée pour devenir un fléau qui menace l'ordre public, dès lors, il faudra se mobiliser et travailler de concert et dans un cadre organisé pour contrer cette menace, en consacrant une stratégie nationale à cet effet».

Etablissant un parallèle avec les précédentes commissions chargées de combattre le fléau de la violence, le premier responsable du secteur a tenu à préciser, en outre, que «ce n'est pas la première expérience du genre, puisqu'une commission similaire avait été installée en 1989 et 1994, mais elle avait échoué sur un constat d'échec».

«Les membres de cette commission étaient compétents et animés d'une réelle volonté d'agir, mais c'est la gestion qui souffrait de paralysie, car la composante était trop nombreuse (140 membres)», a encore expliqué l'intervenant. M. Djar a martelé à cet égard : «Nous nous sommes attelés cette fois à corriger ces lacunes en réduisant le nombre des membres de cette structure pour faciliter ses missions et conférer davantage de flexibilité à sa gestion.» Le ministre de la Jeunesse et des Sports a lancé un appel à toutes les parties concernées, notamment les responsables des clubs, les arbitres et les personnels en charge de la gestion des complexes sportifs pour assumer pleinement leurs responsabilités et s'acquitter de leurs devoirs, afin, dira-t-il, «de juguler ce phénomène à travers l'encadrement et la prise en charge convenable des supporters au niveau des enceintes sportives et la garantie d'un arbitrage transparent». Il a regret-

té que les responsables de certains clubs encouragent parfois leurs supporters à recourir à la violence et à porter atteinte à l'ordre public.

La disponibilité des
pouvoirs publics

Le ministre a réitéré, en cette occasion, la disponibilité permanente des autorités publiques à soutenir et conforter le mouvement sportif, en déployant les moyens nécessaires. M. Djar en veut pour preuve les enveloppes budgétaires considérables allouées au secteur de la jeunesse et des sports ces dernières années.

«Nos sportifs ne peuvent être tenus pour responsables des échecs essuyés par l'Algérie dans les tournois et compétitions internationales, car la mauvaise gestion du secteur des sports dans son ensemble en est la principale raison», a soutenu l'orateur. M. Djar a saisi cette opportunité pour mettre en relief le décret exécutif portant sur la gestion des fédérations, adopté à l'époque de l'ex-ministre de la Jeunesse et Sports, notamment pour ce qui est du relèvement du nombre d'experts du ministère siégeant à l'assemblée générale (AG), avant de critiquer certaines parties qui tentent de créer «un clivage entre le mouvement sportif national et les autorités publiques pour servir leurs intérêts personnels.»